

Initiatives régionales : Déminage

QUESTION

Où en sont les efforts de déminage du Canada en Amérique centrale?

RÉPONSE SUGGÉRÉE

- En mars 1997, l'ACDI a versé une contribution de 400 000 dollars à l'OEA au titre de ses activités de déminage.
- Le Service pour l'encouragement de la démocratie (SED) estime qu'il est possible de débarrasser l'Amérique centrale de toutes ses mines en l'espace de dix ans, soit d'ici à 2005. Les Amériques seraient ainsi exemptes de mines terrestres antipersonnel.
- Le Guatemala a annoncé récemment que ses mines terrestres ont presque toutes été enlevées. El Salvador a été déclaré pratiquement exempt de mines en 1994.
- L'an dernier, le Canada a fait activement la promotion à l'Assemblée générale d'une résolution sur l'éventuelle création d'une zone exempte de mines terrestres antipersonnel de l'Hémisphère occidental, et ce pour appuyer les plus larges efforts visant une interdiction mondiale (Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction). Trente-trois États membres de l'OEA ont signé la Convention (tous sauf Cuba et les États-Unis).
- Toutefois, il reste encore beaucoup à faire. Le Nicaragua, le Honduras et le Costa Rica ont demandé une assistance de l'OEA pour leurs activités de déminage. L'OEA estime qu'il reste dans ces trois pays jusqu'à 135 000 mines terrestres antipersonnel à enlever, soit environ 100 000 au Nicaragua, 30 000 au Honduras et 5 000 au Costa Rica. Ces mines ne représentent qu'une proportion minime du total mondial, mais leurs effets n'en sont pas moins importants pour le développement économique de la région. Nous collaborons avec le SED pour appuyer les efforts de déminage.